

---

# Étude des crédits

## 2020-2021

---

Document préparé par la



Commission  
d'accès à l'information  
du Québec

Pour la

**Commission des institutions  
Assemblée nationale du Québec**

**Août 2020**

**Québec**

Bureau 2.36  
525, boulevard René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5S9  
Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

**Montréal**

Bureau 900  
2045, rue Stanley  
Montréal (Québec) H3A 2V4  
Téléphone : 514 873-4196  
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741 [cai.communications@cai.gouv.qc.ca](mailto:cai.communications@cai.gouv.qc.ca) [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca)



## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</b>		Page
<b>G-1.</b>	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 : .....	1
<b>G-2.</b>	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 : .....	2
<b>G-3.</b>	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : .....	3
<b>G-4.</b>	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : .....	4
<b>G-5.</b>	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : .....	5
<b>G-6.</b>	La liste des dépenses en formation de communication : .....	6
<b>G-7.</b>	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : .....	7
<b>G-8.</b>	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant : .....	8
<b>G-9.</b>	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : .....	11
<b>G-10.</b>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 : .....	12
<b>G-11.</b>	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : .....	13
<b>G-12.</b>	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : .....	14
<b>G-13.</b>	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : .....	15
<b>G-14.</b>	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : .....	16
<b>G-15.</b>	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : .....	17
	<b>a)</b> le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; .....	17
<b>G-15.</b>	<b>b)</b> le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; .....	18
<b>G-15.</b>	<b>c)</b> le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; .....	19

<b>G-15.</b>	<b>d)</b> le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; .....	20
<b>G-15.</b>	<b>e)</b> le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : .....	21
<b>G-15.</b>	<b>f)</b> le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; .....	22
<b>G-15.</b>	<b>g)</b> le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; .....	23
<b>G-15.</b>	<b>h)</b> le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; .....	24
<b>G-15.</b>	<b>i)</b> le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;.....	25
<b>G-15.</b>	<b>j)</b> l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); .....	26
<b>G-15.</b>	<b>k)</b> l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;.....	27
<b>G-15.</b>	<b>l)</b> le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; .....	28
<b>G-15.</b>	<b>m)</b> le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); .....	29
<b>G-15.</b>	<b>n)</b> le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; .....	30
<b>G-15.</b>	<b>o)</b> le nombre d'employés permanents et temporaires; .....	31
<b>G-15.</b>	<b>p)</b> le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; .....	32
<b>G-15.</b>	<b>q)</b> le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;.....	33
<b>G-15.</b>	<b>r)</b> l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; . .....	34
<b>G-15.</b>	<b>s)</b> le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région. ....	35
<b>G-16.</b>	Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : .....	36
	<b>a)</b> le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;.....	36
<b>G-16.</b>	<b>b)</b> le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; .....	37
<b>G-16.</b>	<b>c)</b> le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées; .....	38
<b>G-16.</b>	<b>d)</b> le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. ....	39
<b>G-17.</b>	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux : .....	40
<b>G-18.</b>	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : .....	41
<b>G-19.</b>	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : .....	42
<b>G-20.</b>	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu : .....	43

<b>G-21.</b>	Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : .....	44
<b>G-22.</b>	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : .....	45
<b>G-23.</b>	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : .....	46
<b>G-24.</b>	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : .....	47
<b>G-25.</b>	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021. ....	48
<b>G-26.</b>	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission. ....	49
<b>G-27.</b>	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : .....	50
<b>G-28.</b>	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : .....	51
<b>G-29.</b>	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : .....	52
<b>G-30.</b>	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre. ....	53
<b>G-31.</b>	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : .....	54
<b>G-32.</b>	Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : .....	55
<b>G-33.</b>	Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : .....	56
<b>G-34.</b>	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 : .....	57
<b>G-35.</b>	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation. ....	58
<b>G-36.</b>	La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.....	59
<b>G-37.</b>	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021. ....	60

<b>G-38.</b>	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.....	61
<b>G-39.</b>	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021. ....	62
<b>G-40.</b>	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme. ....	63
<b>G-41.</b>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.....	64
<b>G-42.</b>	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.....	65
<b>G-43.</b>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.....	66
<b>G-44.</b>	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire. ....	67
<b>G-45.</b>	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : .....	68
<b>G-46.</b>	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : .....	69
<b>G-47.</b>	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle. ....	70
<b>G-48.</b>	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement. ....	71
<b>G-49.</b>	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. ....	72
<b>G-50.</b>	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. ....	73
<b>G-51.</b>	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. ....	74
<b>G-52.</b>	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. ....	75
<b>G-53.</b>	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. ....	76
<b>G-54.</b>	Listes des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie. ....	77

<b>G-55.</b>	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.....	78
<b>G-56.</b>	Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. ....	79
<b>G-57.</b>	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : .....	80
<b>G-58.</b>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).....	81
<b>G-59.</b>	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).....	82
<b>G-60.</b>	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun : .....	83
<b>G-61.</b>	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : .....	84
<b>G-62.</b>	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre. ....	85
<b>G-63.</b>	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer : .....	86
<b>G-64.</b>	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : .....	87
<b>G-65.</b>	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.....	88
<b>G-66.</b>	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020. ....	89
<b>G-67.</b>	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.....	90
<b>G-68.</b>	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.....	91
<b>G-69.</b>	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.....	92
<b>G-70.</b>	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : .....	93
<b>G-71.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. ....	94
<b>G-72.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).....	95
<b>G-73.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».....	96

<b>G-74.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028 « Prévenir, réduire et traiter ».....	97
<b>G-75.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.....	98
<b>G-76.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».....	99
<b>G-77.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».....	100
<b>G-78.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.....	101
<b>G-79.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».....	102
<b>G-80.</b>	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.....	103
<b>G-81.</b>	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.....	104
<b>G-82.</b>	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.....	105
<b>G-83.</b>	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.....	106
<b>G-84.</b>	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :...	107
<b>G-85.</b>	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :.....	108
<b>G-86.</b>	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 : .....	109
<b>G-87.</b>	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.. ..	110
<b>G-88.</b>	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.....	111
<b>G-89.</b>	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34). .....	112
<b>G-90.</b>	Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 : .....	113
<b>G-91.</b>	Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.....	114
<b>G-92.</b>	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.....	115
<b>G-93.</b>	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 : .....	116



- G-94.** Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : .....117

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION  
OFFICIELLE**

Page

<b>P-12.</b>	Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information (CAI) pour 2019-2020, préciser.....	118
	<b>a)</b> le nombre de demandes reçues et réglées; .....	118
<b>P-12.</b>	<b>b)</b> le nombre de causes portées en appel et le verdict;.....	119
<b>P-12.</b>	<b>c)</b> le nombre de causes portées en appel, notamment en vertu de l'article 34;....	120
<b>P-12.</b>	<b>d)</b> le délai de traitement des demandes;.....	121
<b>P-12.</b>	<b>e)</b> le nombre d'avis demandés à la Commission, par ministère et organisme, en indiquant l'objet; .....	122
<b>P-12.</b>	<b>f)</b> le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande, la date de la fin de l'enquête et ses conclusions; .....	123
<b>P-12.</b>	<b>g)</b> les organismes publics faisant l'objet de demandes d'enquête dont le délai de traitement est plus long que 24 mois; .....	124
<b>P-12.</b>	<b>h)</b> le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;.....	125
<b>P-12.</b>	<b>i)</b> le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.....	126
<b>P-13.</b>	Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics en 2019-2020 réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée.....	127
<b>P-14.</b>	Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI aux ministères et aux organismes, et suivi accordé pour les années 2019-2020 et 2020-2021. ....	129
<b>P-15.</b>	Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI pour l'année 2019-2020. ....	131
<b>P-16.</b>	Nombre d'ententes approuvées par la CAI, pour l'année 2019-2020, et conclues entre les organismes en vertu de l'article 172, en indiquant :.....	132
<b>P-17.</b>	Nombre d'avis, pour l'année 2019-2020, sur les projets de règlement soumis en vertu de la présente loi : .....	133
<b>P-18.</b>	Le nombre de demandes écrites reçues, et le nombre ayant été acceptées pour 2019-2020, afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels, en indiquant : .....	134
<b>P-19.</b>	Nombre de vérifications effectuées pour 2019-2020 : .....	135
<b>P-20.</b>	Nombre d'enquêtes effectuées pour 2019-2020 : .....	136
<b>P-21.</b>	Coûts de chacune des enquêtes et personnel affecté à celles-ci.....	137
<b>P-22.</b>	Nombre de plaintes reçues en matière de protection des renseignements personnels et description sommaire de celles-ci.....	138
<b>P-24.</b>	Liste des divulgations des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques.....	140
<b>P-25.</b>	Liste des ordonnances rendues en vertu du deuxième et troisième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.....	141
<b>P-26.</b>	Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI concernant l'encadrement des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale. ....	142
<b>P-27.</b>	Indiquer le nombre de demandes de révision déposées en 2019-2020 à la CAI, en ventilant par ministère, organisme ou municipalité.....	143
<b>P-28.</b>	Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 par la CAI pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). ....	151
<b>P-29.</b>	Liste des frais exigés au demandeur en 2019-2020 pour la transmission de données électroniques pour chacun des ministères ou organismes gouvernementaux à la suite d'une demande d'accès, en ventilant par ministère ou organisme.....	152

- P-30.** Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 et chacune des 3 années précédentes par la CAI pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. .....153
- P-31.** Copie des avis finaux, pour l'année 2019-2020, que la CAI transmet à un ministère ou à un organisme gouvernemental visé au premier alinéa de l'article 3, ainsi que des règles, rapports, prescriptions et ordonnances découlant de ses fonctions de surveillance. ....154

<b>RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION</b>	Page
--------------------------------------------------------------------------------	------

<b>P-1.</b>	Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information (CAI) pour 2019-2020, préciser.....	118
<b>P-2.</b>	Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics en 2019-2020 réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée.....	127
<b>P-3.</b>	Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI aux ministères et aux organismes, et suivi accordé pour les années 2019-2020 et 2020-2021. ....	129
<b>P-4.</b>	Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI pour l'année 2019-2020.....	131
<b>P-5.</b>	Nombre d'ententes approuvées par la CAI, pour l'année 2019-2020, et conclues entre les organismes en vertu de l'article 172, en indiquant :.....	132
<b>P-6.</b>	Copie des avis finaux, pour l'année 2019-2020, que la CAI transmet à un ministère ou à un organisme gouvernemental visé au premier alinéa de l'article 3, ainsi que des règles, rapports, prescriptions et ordonnances découlant de ses fonctions de surveillance. ....	154
<b>P-7.</b>	Le nombre de demandes écrites reçues, et le nombre ayant été acceptées pour 2019-2020, afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels, en indiquant : .....	134
<b>P-8.</b>	Nombre de vérifications effectuées pour 2019-2020 :.....	135
<b>P-9.</b>	Indiquer le nombre de demandes de révision déposées en 2019-2020 à la CAI, en ventilant par ministère, organisme ou municipalité.....	143
<b>P-10.</b>	Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 par la CAI pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). ....	151
<b>P-11.</b>	Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 et chacune des 3 années précédentes par la CAI pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> . ....	153

**G-1.** Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
- 

**Toronto - Ontario (Canada)** – 12 septembre 2019 – 10<sup>th</sup> Annual Privacy Conference – Diane Poitras, vice-présidente – 348 \$

**Charlottetown – Île-du-Prince-Édouard (Canada)** – 29 septembre au 3 octobre 2019 – Conférence Fédérale/Provinciale/Territoriale des commissaires à l'information et à la vie privée – Diane Poitras, vice-présidente et Jean-Sébastien Desmeules, secrétaire général et directeur des affaires juridiques – 4 835 \$

**Avignon (France)** – 26 au 28 novembre 2019 – Conférence sur l'intelligence artificielle – Cynthia Chassigneux, commissaire – 0 \$

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).  
<http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

- G-2.** Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :
- a) les raisons du déplacement;
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
- 

Aucun voyage.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 paragraphe 17). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

**G-3.** Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
- 

<b>Objet du contrat</b>	<b>Mode d'octroi</b>	<b>Montant</b>
Photographies de la présidente à la suite de sa nomination par l'Assemblée nationale ainsi que des membres du comité de direction et d'employés qui participent à des conférences (photos requises pour la publicité des conférences)	Gré à gré	650 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 paragraphe 24). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>.

- G-4.** Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
- Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.
- 

Aucune dépense

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



**G-5.** Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événement, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
  - h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
  - i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
  - k) le but visé par chaque dépense;
  - l) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
- 

Aucune dépense.

**G-6.** La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
  - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
  - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
  - h) le but visé par chaque dépense;
  - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
- 

FIRME	DÉTAILS
EN CLAIR SERVICE-CONSEIL INC.	Formation personnalisée sur l'art de la communication claire et efficace Montant : 2 000 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission>.

- G-7.** La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) la nature de la formation;
  - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
  - e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.

**G-8.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

FIRME	DÉTAILS
BELL CANADA (contrat de gré à gré)	Publications dans les pages bleues et travaux techniques en lien avec le système téléphonique Montant : 4 283 \$
BETTINA KARPEL (TRADUCTRICE) (contrat de gré à gré)	Traduction de documents Montant : 11 940 \$
BUREAU EN GROS (Contrat de gré à gré)	Acquisition du mobilier pour les futures salles d'audience du nouveau bureau de Montréal Montant : 3 558 \$
COMNET TECHNOLOGIE INC. (contrat de gré à gré)	Transfert de l'application et des données Voxlog dans le cadre de la migration du serveur Montant : 1 680 \$
COMPUGEN INC. (contrat de gré à gré)	Acquisition et support 3 ans pour licences Vmware Montant : 2 856 \$
CRÉATION NEWMOOD INC. (contrat de gré à gré)	Enregistrement de segments vocaux bilingues pour la messagerie vocale Montant : 1 962 \$
EMBLM-MAB PROFIL (contrat de gré à gré)	Acquisition des fauteuils de l'aire de réception du nouveau bureau de Montréal Montant : 3 054 \$
EN CLAIR SERVICE-CONSEIL INC. (contrat de gré à gré)	Simplification du Guide d'accompagnement <i>Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée</i> et formation personnalisée sur l'art de la communication claire et efficace Montant : 8 398 \$
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. (contrat de gré à gré)	Acquisition de bornes sans-fil pour WiFi Montant : 1 403 \$
HYPERTEC (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Acquisition d'équipements informatiques Montant : 8 495 \$
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC. (contrat de gré à gré)	Remplacement des commutateurs réseau Montant : 4 384 \$

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

FIRME	DÉTAILS
LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC. (contrat de gré à gré)	Travaux dans la salle d'audience de Québec (renforcement du mur pour recevoir un système de visioconférence et câblage) Montant : 10 146 \$
LES TRADUCTEURS UNIS (contrat sur invitation)	Traduction de documents Montant : 20 000 \$
LEVIO CONSEIL INC. (contrat gré à gré)	Services professionnels en lien avec l'entretien du système de mission Montant : 20 000 \$
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC. (contrat de gré à gré)	Importation de 3 000 documents PDF (décisions de la section de surveillance) Montant : 6 400 \$
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC. (contrat de gré à gré)	Importation de métadonnées corrigées pour les décisions de la section de surveillance Montant : 1 100 \$
MANURI FORMATION INC. (contrat de gré à gré)	Formation portant sur la gestion des clients difficiles Montant : 4 820 \$
MICRO FOCUS SOFTWARE CANADA INC. (contrat de gré à gré)	Licences Novell et ZENworks Montant : 9 859 \$
PUROLATOR INC. (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Courrier et messagerie Montant : 6 490 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC. (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Services cellulaires Montant : 6 052 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (contrat de gré à gré)	Licence relative à l'utilisation du plugiciel « Outil d'aide à la citation » Montant : 1 650 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (contrat de gré à gré)	Licence d'utilisation du Portail SOQUIJ Montant : 1 278 \$
STRATÉGIE ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC. (contrats de gré à gré)	Sondage visant à mesurer la qualité des services offerts par la Commission Montant : 11 080 \$
Teknion (contrat par appel d'offres sur invitation)	Acquisition du mobilier pour l'aménagement du nouveau bureau de Montréal Montant : 16 733 \$
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L. (contrats de gré à gré)	Représentation de la Commission et préparation des observations écrites Montant : 3 105 \$
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L. (contrats de gré à gré)	Représentation de la Commission et préparation des observations écrites Montant : 3 000 \$

<b>FIRME</b>	<b>DÉTAILS</b>
VICTRIX (contrats de gré à gré)	Frais d'entretien, amélioration des infrastructures technologiques et support technique Montant : 10 000 \$
VIDÉOTRON S.E.N.C. (contrat de gré à gré)	Services Internet Montant : 2 683 \$
XÉROX CANADA LTÉE (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Location de photocopieurs et frais d'impressions et photocopies Montant : 7 872 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

- G-9.** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- 

La Commission n'a fait aucun appel d'offres public en 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>.

**G-10.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
- 

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Aucune ressource qui n'est pas un employé du gouvernement œuvre au sein de la Commission.



**G-11.** Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.
- 

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques n'a été initié en 2019-2020.

**G-12.** Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur sont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- 

La réponse à cette question est incluse à la question numéro G-11.

**G-13.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - i. au Québec;
    - ii. à l'extérieur du Québec.
- 

	<b>2019-2020</b>
a) la photocopie .....	7 872 \$
b) le mobilier de bureau .....	3 374 \$
c) l'ameublement (inclus dans le montant précédent)	
d) la décoration et l'embellissement.....	0 \$
e) le distributeur d'eau de source.....	0 \$
f) le remboursement des <b>frais de transport</b>	
- à l'employé.....	13 135 \$
- aux entreprises de transport.....	18 485 \$
g) le remboursement des <b>frais d'hébergement</b>	
- à l'employé.....	2 397 \$
- aux entreprises de services d'hébergement .....	26 375 \$
h) le remboursement des <b>frais de repas</b> .....	11 306 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes.....	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
i. au Québec.....	34 167 \$
ii. à l'extérieur du Québec .....	1 100 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

**G-14.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

---

c) Coût d'acquisition .....	0 \$
d) Coût d'utilisation .....	19 \$
e) Coût des contrats .....	6 331 \$
h) Frais d'itinérance .....	123 \$
i) Coût lié aux dépassements des forfaits de données .....	129 \$
j) Coûts de résiliation .....	1 414 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 paragraphe 25). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

**G-15.** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :

**a)** le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

Au 29 février 2020								
35 ANS ET PLUS								
	MASCULIN	FÉMININ	TOTAL	%	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLO- PHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Aucune Catégorie	0	2	2	5,4%				
Cadres	3	0	3	8,1%				
Profession nels	6	19	25	67,6%				2
Fonctionn aires	1	6	7	18,9%				4
Sous-total	10	27	37	100,0%				
	27,0%	73,0%	100,0%					

**G-15. b)** le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

Au 29 février 2020								
MOINS DE 35 ANS								
	MASCULIN	FÉMININ	TOTAL	%	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLO- PHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Aucune Catégorie	0	0	0					
				0,0 %				
Cadres	0	0	0					
				0,0 %				
Professionnels	1	2	3					
				33,3 %				
Fonctionnaires	0	6	6					1
				66,7 %				
Sous-total :	1	8	9	100,0%				
	11,1%	88,9%	100,0%					

**G-15. c)** le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

---

Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :	
2019-2020 (au 29 février 2020)	
Catégorie	Nombre de jours
AUCUNE CATÉGORIE	0
CADRES	4,0
PROFESSIONNELS	315,5
FONCTIONNAIRES	66,5
<b>TOTAL</b>	<b>386</b>

**G-15. d)** le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	<b>Réserve de maladies au 29 février 2020 (personnel assujetti à la <i>Loi sur la fonction publique</i>)</b>				
	Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus	Total
Aucune catégorie	2	0	0	0	2
Cadres	1	0	2	0	3
Professionnels	17	11	2	3	33
Fonctionnaires	16	5	1	1	23
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>61</b>
%	59,0 %	26,2 %	8,2 %	6,6 %	100,0 %

	Valeur estimée
Aucune catégorie	4 509,96 \$
Cadres	101 960,60 \$
Professionnels	275 986,90 \$
Fonctionnaires	84 284,55 \$
<b>Total</b>	<b>466 742,01 \$</b>



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

- G-15. e)** le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

2019-2020 (au 29 février 2020)					
	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	MONTANT (\$)	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	MONTANT (\$)
<b>TOTAL :</b>	<b>505,80</b>	<b>317,98</b>	<b>15 848,76 \$</b>	<b>187,82</b>	<b>6 322,20 \$</b>

COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL	
AUCUNE CATÉGORIE	0,0 \$
CADRES	0,0 \$
PROFESSIONNELS	38,69 \$
FONCTIONNAIRES	107,85 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

G-15. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2019-2020 (au 29 février 2020)							
	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT
NOMBRE DE JOURS	22,5	52,0	115,0	182,0	250,0	75,5	45,5
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS		TOTAL
NOMBRE DE JOURS	22,0	58,5	51,0	19,0	5,0		898,0

2019-2020 (au 29 février 2020)							
	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE	0,0	0,0	3,0	16,0	15,0	0,0	0,0
CADRES	0,0	0,0	0,0	11,0	21,0	9,0	1,0
PROFESSIONNELS	18,5	39,0	85,0	130,0	149,5	31,5	33,0
FONCTIONNAIRES	4,0	13,0	27,0	25,0	64,5	35,0	11,5
TOTAL :	22,5	52,0	115,0	182,0	250,0	75,5	45,5
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS		TOTAL
AUCUNE CATÉGORIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		34,0
CADRES	0,0	5,0	3,0	7,0	0,0		57,0
PROFESSIONNELS	19,0	40,0	36,0	8,5	0,0		590,0
FONCTIONNAIRES	3,0	13,5	12,0	3,5	5,0		217,0
TOTAL :	22,0	58,5	51,0	19,0	5,0		898,0

**G-15. g)** le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

---

2019-2020 (au 29 février 2020)				
Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus	Total
23	25	0	0	48
Valeur estimée				
223 011,08 \$				

**G-15. h)** le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- G-15. i)** le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- 

Nombre de retraités engagés : 2

**G-15. j)** l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Répartition des effectifs (au 29 février 2020)				
	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	1	1	2	3,8 %
Cadres	3	0	3	5,7 %
Professionnels	21	9	30	56,6 %
Fonctionnaires	13	5	18	34,0 %
Total	38	15	53	100,0 %
	71,7 %	28,3 %	100,0 %	

**G-15. k)** l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

---

	Prime expert (10 %)	Prime émérite (15 %)	Total
<b>Au 29 février 2020</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Au 31 mars 2019	2	0	2
Au 31 mars 2018	1	0	1

**G-15. I)** le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

---

	Nombre d'employés
<b>Au 29 février 2020</b>	<b>3</b>
Au 31 mars 2019	2
Au 31 mars 2018	1



**G-15. m)** le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

---

		29 février 2020
Québec	Aucune catégorie	3
	Cadres	3
	Professionnels	22
	Fonctionnaires	19
	Sous-total	47
Montréal	Aucune catégorie	6
	Cadres	0
	Professionnels	10
	Fonctionnaires	7
	Sous-total	23
TOTAL		70

**G-15. n)** le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-15. o)** le nombre d'employés permanents et temporaires;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-15. p)** le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-15. q)** le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

---

La Commission d'accès à l'information n'a aboli aucun poste en 2019-2020.

**G-15. r)** l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-15. s)** le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

---

La réponse à cette question se trouve à la question G-15 m).

**G-16.** Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 :

- a)** le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.



**G-16. b)** le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

---

Aucun remplacement n'a été effectué.

**G-16. c)** le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;

---

La réponse à cette question se trouve à la question G-16 a).

**G-16. d)** le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

---

Nombre de retraités engagés : 2.

**G-17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.

	Québec	Montréal
Emplacement des locations	525, boulevard René-Lévesque E.	500, boulevard René-Lévesque O.
Superficie des locaux	1 243,81 m <sup>2</sup>	752,46 m <sup>2</sup>
Coût total des locations : 686 559 \$	368 732 \$	317 827 \$
Coûts d'aménagement	11 677 \$	0 \$
Durée des baux <sup>1</sup> (date de fin du bail)	Inconnue	Inconnue
Propriétaire des espaces loués	La Capitale immobilière MFQ inc.	Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 paragraphe 27) <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>.

- G-18.** Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 

2019-2020 : 11 677 \$

**G-19.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.

- G-20.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.

**G-21.** Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.



**G-22.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2020-2021.
- 

La Commission n'a aucun personnel hors structure.

- G-23.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2020-2021.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G-24.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2020-2021.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-25.** Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

---

La Commission n'a aboli aucun poste en 2019-2020.

**G-26.** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

---

La réponse à cette question se trouve à la question G-15 j).

**G-27.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 

La Commission ne rémunère aucun membre de son personnel affecté à d'autres organismes publics, parapublic, parapublics non gouvernementaux et autres.

**G-28.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

<b>Publications</b> (format papier ou électronique)	<b>Nombre</b>	<b>Coût</b>	<b>Fournisseur</b>
Accès à l'information – Loi annotée	14	7 098 \$	Thomson Reuters Canada
Alter ego : Code de procédure civile	1	120 \$	Les Éditions Wilson et Lafleur inc.
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1	1 938 \$	Wolters Kluwer Québec ltée
Courrier parlementaire	1	2 150 \$	Le Courrier parlementaire, (Publication Mass-Média inc.)
Tribunaux administratifs du Québec	1	325 \$	Thomson Reuters Canada

**11 631 \$**

<b>Sites spécialisés de recherche sur Internet</b>	<b>Nombre</b>	<b>Coût</b>	<b>Fournisseur</b>
Azimut – banque de données	4	1 278 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Azimut – Outil d'aide à la citation	Entre 10 et 24	1 650 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Abonnement - Express	Entre 10 et 24	800 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)

**3 728 \$**

**G-29.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

---

Ne s'applique pas à la Commission.



**G-30.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

---

Aucune somme dépensée.

**G-31.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- 

a) le nom du site Web :

Site Web de la Commission d'accès à l'information du Québec.

b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

*Aliaco inc.* en janvier 2002.

c) les coûts de construction du site :

19 500 \$.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Le coût d'hébergement annuel est de 360 \$. Les travaux d'entretien et de mises à jour ont été faits par des employés.

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- 1 fois en 2003 (par *Mediaprim*);
- 1 fois en 2012 (ressources internes et 1 travailleur autonome spécialisé en conception de site Web). Site désuet et très peu convivial, nécessité de le mettre à jour pour faciliter la recherche d'information. Coût : 4 625 \$.

f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) la fréquence moyenne de mise à jour :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) le responsable du contenu sur le site :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) les noms de domaines réservés :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

Les coûts liés à la réservation de noms de domaines sont facturés globalement dans un ensemble de services en technologie de l'information. Les coûts exacts sont donc inconnus.

**G-32.** Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
- 

La réponse à cette question est incluse à la question numéro G-8.

- G-33.** Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
  - b) les personnes rencontrées;
  - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - d) les raisons du déplacement;
  - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - f) les coûts ventilés;
  - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais de repas, autres frais, etc.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.

**G-34.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :

- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.

**G-35.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**G-36.** La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes pour tous les ministères et organismes.

**G-37.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



**G-38.** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

---

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel de gestion 2019-2020 des ministères et organismes.

**G-39.** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**G-40.** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

---

Aucun transfert n'a été obtenu du gouvernement fédéral en 2019-2020.

**G-41.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

---

Primes au rendement et bonis versés en 2019-2020 ..... 0 \$

**G-42.** Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

---

Ne s'applique pas à la Commission.

**G-43.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

---

Aucune prime n'a été versée.

**G-44.** Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**G-45.** Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
- 

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.



- G-46.** Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

**G-47.** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-48.** Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-49.** Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

**G-50.** Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

**G-51.** Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

**G-52.** Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

**G-53.** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.



**G-54.** Listes des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

**G-55.** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

---

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

**G-56.** Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

---

Tremblay, Bois,  
Mignault, Lemay s.e.n.c.r.l.....Représentation de la Commission.....3 105 \$

Tremblay, Bois,  
Mignault, Lemay s.e.n.c.r.l.....Représentation de la Commission.....3 000 \$

**G-57.** Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- 

- a) La planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2019-2020 de la Commission prévoyait une dépense totale de 507 604 \$;
- b) Les informations concernant les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord : site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>;
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes;
- e) La réponse à cette question se trouve à la question numéro G-11.

**G-58.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**G-59.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G-60.** Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-61.** Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
- 

a) Dépense totale : 33 770 \$

b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

- Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP);
- Association internationale des professionnels de la protection de la vie privée;
- Barreau du Québec.



**G-62.** La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- G-63.** Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
- a) la date;
  - b) la nature;
  - c) les participants;
  - d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
- 

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-64.** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
  - b) la nature;
  - c) les questions posées;
  - d) les réponses;
  - e) la firme retenue;
  - f) les coûts.
- 

- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- d) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits;
- e) Stratégie organisation et méthode SOM Inc;
- f) 11 080 \$.

**G-65.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

---

Aucune somme dépensée et action réalisée dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

**G-66.** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-67.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

**G-68.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

---

L'ensemble des dépenses de la Commission, soit 6,5 M\$, visent la protection des renseignements personnels et l'accès aux documents des organismes publics.

**G-69.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

---

Aucune somme dépensée et action réalisée dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.



**G-70.** Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
  - b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
- 

Aucune dépense publicitaire en 2019-2020.

**G-71.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-72.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-73.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-74.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028 « Prévenir, réduire et traiter ».

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-75.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-76.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-77.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.



**G-78.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-79.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-80.** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-81.** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-82.** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-83.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- G-84.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande.
- 

Aucun coût additionnel.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

- G-85.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 

Ne s'applique pas à la Commission.



**G-86.** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponse aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
- 

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 des ministères et organismes.

**2019-2020**

Demandes d'accès traitées .....	76
Demandes d'accès acceptées totalement .....	13
Demandes d'accès acceptées partiellement .....	23
Demandes d'accès refusées .....	5
Demandes d'accès référées.....	18
Documents non détenus par la Commission .....	17
Demandes d'accès traitées dans un délai de 20 jours.....	62
Demandes d'accès traitées dans un délai de 21 à 30 jours.....	12
Demandes d'accès traitées après consultation d'un tiers.....	2
Demandes d'accès traitées hors délai.....	0

**G-87.** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

---

Aucun comité n'a été formé par la Commission en 2019-2020.

**G-88.** Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-89.** Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

---

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019-2020 du Protecteur du citoyen.

**G-90.** Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
  - b) l'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
  - c) l'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère, le cas échéant :
    - i) ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO<sub>2</sub> équivalent;
  - d) le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère;
  - e) le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction de GES du ministère et ainsi la cible de réduction de GES du gouvernement;
  - f) le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction de GES du gouvernement.
- 

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**G-91.** Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

**G-92.** Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

---

La réponse à cette question se trouve à la question G-15 m).

**G-93.** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

- a) nombre de stagiaires reçus;
  - b) heures de stage effectuées;
  - c) rémunération totale déboursée.
- 

Pour l'année 2019-2020 :

- a) nombre de stagiaire reçu : 1
- b) rémunération totale déboursée : 19 494 \$.



- G-94.** Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- a) nombre total de véhicules;
  - b) le type de véhicules;
  - c) le nombre de véhicules hybrides;
  - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
  - e) le nombre de véhicules électriques.
- 

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- P-12.** Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information (CAI) pour 2019-2020, préciser  
(Question P-1 du troisième groupe d'opposition) :
- a)** le nombre de demandes reçues et réglées;
- 

**Ensemble des activités :**

Demandes reçues :	3094
Demandes réglées :	3018

**Juridictionnelle :**

Reçues :	2664
Réglées :	2566
Réglées par médiation :	1316

**Surveillance :**

Reçues :	430
Réglées :	452

**P-12. b)** le nombre de causes portées en appel et le verdict;

---

1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020

**COUR DU QUÉBEC**

Requêtes en permission d'appel

**Reçue :** .....1  
**Accueillie :** .....1  
**Rejetée :** .....1

Appels

**Reçus :** .....26  
**Accueillis :** .....5  
**Rejetés :** .....6  
**Désistements :** .....3  
**Acquiescement :** .....1

Autres requêtes

**Accordée :** .....1  
**Rejetées :** .....2

**COUR SUPÉRIEURE**

Requêtes en révision judiciaire

**Reçues :** .....2  
**Rejetée :** .....2

**P-12. c)** le nombre de causes portées en appel, notamment en vertu de l'article 34;

---

Aucune cause n'a été portée en appel en vertu de l'article 34.

**P-12. d)** le délai de traitement des demandes;

---

**2019-2020**

**Délai moyen de traitement des dossiers .....882 jours**  
**juridictionnels clos par décision dans**  
**lesquels il y a eu remise**

Proportion de dossiers traités  
 dans un délai de :

0 à 1 an..... 14 %  
 1 à 2 ans ..... 23 %  
 Plus de 2 ans ..... 63 %

**Délai moyen de traitement des dossiers .....571 jours**  
**juridictionnels clos par décision dans**  
**lesquels il n'y a pas eu remise**

Proportion de dossiers traités  
 dans un délai de :

0 à 1 an..... 34 %  
 1 à 2 ans ..... 35 %  
 Plus de 2 ans ..... 31 %

**Délai moyen de traitement dans les.....520 jours**  
**dossiers de médiation**

Proportion de dossiers traités  
 dans un délai de :

0 à 1 an..... 45 %  
 1 à 2 ans ..... 22 %  
 Plus de 2 ans ..... 33 %

**Délai moyen des délibérés .....25 jours**

**Délai moyen de traitement des.....634 jours**  
**dossiers d'enquête**

Proportion de dossiers traités  
 dans un délai de :

0 à 1 an..... 44 %  
 1 à 2 ans ..... 21 %  
 Plus de 2 ans ..... 35 %

**Délai moyen de traitement des dossiers .....307 jours**  
**d'autorisation d'accès à des fins d'étude,**  
**de recherche ou de statistique**

Proportion de dossiers traités  
 dans un délai de :

0 à 4 mois ..... 38 %  
 4 à 8 mois ..... 15 %  
 8 à 12 mois ..... 14 %  
 Plus de 12 mois..... 32 %

**P-12. e)** le nombre d'avis demandés à la Commission, par ministère et organisme, en indiquant l'objet;

---

Le nombre d'avis demandés à la Commission au cours de l'année 2019-2020 a été de 36 au total et se divise comme suit :

26 visant des ententes sur la collecte ou la communication de renseignements personnels. De plus amples détails sont fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et recommandations que l'on retrouve à la réponse fournie à la question P-14. Les ministères et organismes demandeurs sont :

- Le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Le ministère de la Famille;
- L'Institut national d'excellence en santé et services sociaux;
- Les Producteurs de pommes du Québec;
- Revenu Québec;
- Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- Les producteurs de bovins du Québec;
- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- L'Institut de la statistique du Québec;
- Héma-Québec;
- Le Curateur public.

9 visant des projets de loi ou de règlement. De plus amples détails sont également fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et recommandations que l'on retrouve à la réponse fournie à la question P-14.

1 demande d'avis portant sur le rapport d'activité résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements inscrits au plan d'utilisation de Revenu Québec et le rapport annuel sur les sondages effectués dans le cadre du plan triennal des sondages de Revenu Québec.

**P-12. f)** le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande, la date de la fin de l'enquête et ses conclusions;

---

## **SECTEUR PRIVÉ**

11 enquêtes à la suite de plaintes ont été complétées dans le secteur privé :

- 6 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 4 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait l'utilisation de renseignements personnels.

Parmi ces 11 cas, la Commission a émis des ordonnances dans 2 dossiers et des recommandations dans 3 dossiers. Finalement, dans les autres cas, la Commission a fermé les dossiers.

13 enquêtes à l'initiative de la Commission ont été complétées dans le secteur privé :

- 2 de ces cas concernaient l'utilisation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte, la communication, la conservation et l'utilisation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte, la communication, la conservation, l'utilisation de renseignements personnels et d'autres pratiques;
- 2 de ces cas concernaient la conservation de renseignements personnels;
- 4 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 3 de ces enquêtes ont été initiées à la suite d'incident de sécurité et concernaient la conservation des renseignements personnels.

Parmi ces 13 cas, la Commission a conclu, dans un de ces cas, que l'entreprise n'était pas responsable de l'incident de sécurité. Pour les autres dossiers, la Commission a fermé les dossiers.

## **SECTEUR PUBLIC**

30 enquêtes à la suite de plaintes ont été complétées dans le secteur public :

- 26 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte et la communication de renseignements personnels;
- 2 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la conservation de renseignements personnels.

La Commission n'a émis aucune ordonnance dans ces dossiers. Dans 22 cas, la Commission a fermé les dossiers jugeant que les organismes avaient pris des mesures nécessaires pour corriger la situation. Dans 6 cas, la Commission a jugé la plainte était non fondée.

Dans 1 des cas, la Commission a constaté que l'organisme a pris les mesures qu'elle aurait pu lui recommander ou ordonner si elle avait constaté un manquement aux dispositions de la Loi sur l'accès visant à assurer la confidentialité et la sécurité des renseignements personnels de la plaignante.

Dans le dernier cas, la Commission a fermé le dossier.

13 enquêtes à l'initiative de la Commission ont été complétées dans le secteur public :

- 5 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 4 de ces cas concernaient la conservation de renseignements personnels;
- 2 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 2 de ces cas concernaient l'accès à des renseignements personnels.

Dans 1 de ces cas, la Commission a émis des recommandations. Dans les autres cas, la Commission a fermé les dossiers.

**P-12. g)** les organismes publics faisant l'objet de demandes d'enquête dont le délai de traitement est plus long que 24 mois;

---

Il y en a 7 au total.



**P-12. h)** le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;

---

Il y en a eu 4 au total.

**P-12. i)** le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.

---

**Du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020 : 553**

**P-13.** Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics en 2019-2020 réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée.  
(Question P-2 du troisième groupe d'opposition)

Acton Vale (Ville) .....	1
Bureau des enquêtes indépendantes .....	1
CDP (Caisse de dépôt et placement du Québec) .....	2
CISSS de Chaudière-Appalaches .....	1
CISSS de la Montérégie-Est .....	1
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue .....	2
CISSS de Lanaudière .....	1
CISSS de l'Outaouais .....	2
CISSS des Laurentides .....	1
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal .....	1
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse .....	1
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup .....	1
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin .....	1
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles .....	1
Commission scolaire de Laval .....	1
Commission scolaire des Chic-Chocs .....	1
Commission scolaire des Découvreurs .....	1
Commission scolaire des Draveurs .....	1
Commission scolaire des Laurentides .....	1
Commission scolaire des Phares .....	1
Commission scolaire des Premières-Seigneuries .....	1
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay .....	1
Commission scolaire des Samares .....	1
Commission scolaire des Sommets .....	1
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets .....	1
Commission scolaire du Val-des-Cerfs .....	1
Côte-St-Luc (Ville) .....	6
Directeur des poursuites criminelles et pénales .....	2
Directeur général des élections .....	1
École Polytechnique de Montréal .....	1
Énergie et Ressources naturelles .....	1
Gatineau (Service de police) .....	2
Héma-Québec .....	1
Hudson (Ville) .....	2
Hydro-Québec .....	467
L'Ascension .....	1
Les Cèdres .....	1
Louiseville (Ville) .....	1
Mercier (Ville) .....	2
Montréal (Rosemont/La Petite-Patrie) .....	1
Montréal-Est (Ville) .....	1
MRC Deux-Montagnes .....	1
Ordre des pharmaciens du Québec .....	1
Québec (Ville) .....	1
Régie de l'assurance maladie du Québec .....	3
Régie du logement .....	1
Sécurité publique .....	1
Sherbrooke (Ville) .....	4
Société de l'assurance automobile du Québec .....	1

Société de transport de Montréal .....	1
Société des traversiers du Québec .....	1
St-Constant (Ville) .....	3
Ste-Brigitte-de-Laval .....	1
Ste-Marthe-sur-le-Lac (Ville) .....	5
Ste-Rose-de-Watford .....	1
St-Eustache (Ville) .....	1
St-Lambert (Ville) .....	1
Travail, Emploi et Solidarité sociale .....	2
Tribunal administratif du Québec .....	2
Trois-Rivières (Ville) .....	1
Université du Québec en Outaouais .....	8
Val-des-Monts .....	1

- P-14.** Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI aux ministères et aux organismes, et suivi accordé pour les années 2019-2020 et 2020-2021.  
(Question P-3 du troisième groupe d'opposition)
- 

### **Ententes**

- 1020252** : Le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 29 avril 2019.
- 1019658** : Le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Bureau du Coroner, avis le 3 mai 2019.
- 1019659** : Le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 3 mai 2019.
- 1020685** : Le ministère de la Famille et la Ville de Montréal, avis le 30 mai 2019.
- 1020801** : Revenu Québec et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, avis le 17 juin 2019.
- 1020758** : L'Institut national d'excellence en santé et services sociaux et le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Régie de l'assurance maladie du Québec et la Corporation d'Urgences-Santé, avis le 21 octobre 2019.
- 1020845** : L'Institut de la statistique du Québec et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, avis le 17 juillet 2019.
- 1020864** : Les Producteurs de pommes du Québec et la Financière agricole du Québec, avis le 22 juillet 2019.
- 1021175** : Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et l'Agence canadienne d'inspection des aliments, avis le 26 août 2019.
- 1021435** : Revenu Québec et l'Institut de la statistique du Québec, avis le 30 août 2019.
- 1021486** : Les producteurs de bovins du Québec et La Financière agricole du Québec, avis le 6 septembre 2019.
- 1021549** : L'Institut de la statistique du Québec, Retraite Québec et le ministère des Finances, avis le 4 octobre 2019.
- 1021701** : Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Société de l'assurance automobile du Québec, avis le 9 octobre 2019.
- 1021489** : Le Curateur public et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 28 octobre 2019.
- 1021945** : L'Institut national d'excellence en santé et services sociaux, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 29 octobre 2019.
- 1022069** : L'Institut national d'excellence en santé et services sociaux, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 29 octobre 2019.
- 1021924** : L'Institut de la statistique du Québec, le ministère des Finances et Retraite Québec, avis le 25 novembre 2019.
- 1022126** : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 26 novembre 2019.
- 1022435** : Revenu Québec et Retraite Québec, avis le 8 janvier 2020.
- 1022602** : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 14 janvier 2020.

**1022682** : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 29 janvier 2020.

**1021942** : Héma-Québec et le Bureau du Coroner, avis le 31 janvier 2020.

**1022892** : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 28 février 2020.

**1023067** : Revenu Québec et Retraite Québec, avis le 12 mars 2020.

**1022859** : Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le Secrétariat du Conseil du trésor, avis le 31 mars 2020.

**1023302** : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 31 mars 2020.

### **Projets de loi et de règlement**

**1023976** : Commission des finances publiques, Projet de loi n° 14 – Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique; avis émis le 31 mai 2019.

**1023977** : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Règlement sur les renseignements devant être transmis par les établissements au ministre de la Santé et des Services sociaux; avis émis le 24 mai 2019.

**1023973** : Conseil exécutif, Projet de loi sur les agents d'évaluation du crédit; avis émis le 8 novembre 2019.

**1023979** : Université de Montréal, Sondage de la *Chaire L. R. Wilson en droit des technologies de l'information et du commerce électronique* de l'Université de Montréal concernant des modifications à la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information; commentaires émis le 20 décembre 2019.

**1023974** : Conseil exécutif, Projet de loi modernisant les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels; avis émis le 17 janvier 2020.

La Commission a également rendu 4 avis pour un projet qui n'a pas fait l'objet de dépôt à l'Assemblée nationale.

### **Autres demandes d'avis**

**1021935** : le rapport d'activité résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements inscrits au plan d'utilisation de Revenu Québec et le rapport annuel sur les sondages effectués dans le cadre du plan triennal des sondages de Revenu Québec.

**P-15.** Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI pour l'année 2019-2020.  
(Question P-4 du troisième groupe d'opposition)

---

**2019-2020**

Montréal (18 375 \$)

Tribunal administratif du travail

Salles d'audience ..... 18 375 \$

Régions (11 484 \$)

Tribunal administratif du travail

Salles d'audience ..... 1 400 \$

Autres fournisseurs

Salles d'audience ..... 10 084 \$

**TOTAL** ..... 29 859 \$

**P-16.** Nombre d'ententes approuvées par la CAI, pour l'année 2019-2020, et conclues entre les organismes en vertu de l'article 172, en indiquant :  
(Question P-5 du troisième groupe d'opposition)

- a. le nom de l'organisme;
  - b. la nature ou l'objet de l'entente;
  - c. la durée de l'entente.
- 

Aucune.



**P-17.** Nombre d'avis, pour l'année 2019-2020, sur les projets de règlement soumis en vertu de la présente loi :

- a) sur les projets d'ententes de transfert de renseignements ;
- b) sur les projets de décrets autorisant l'établissement de fichiers confidentiels.

Indiquer, pour chaque avis :

- i. le nom de l'organisme ou du ministère ;
  - ii. la nature ou l'objet du projet de règlement ;
  - iii. la durée.
- 

Il y en a 36.

La liste des avis rendus est mentionnée en réponse à la question P-14.

**P-18.** Le nombre de demandes écrites reçues, et le nombre ayant été acceptées pour 2019-2020, afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels, en indiquant :  
(Question P-7 du troisième groupe d'opposition)

- a) le nom de l'organisme ou de la personne en demande;
  - b) la nature ou l'objet de la demande;
  - c) la durée de l'autorisation;
  - d) l'usage projeté et les fins recherchées;
  - e) les conditions fixées;
  - f) la raison du refus, le cas échéant.
- 

Au cours de l'exercice 2019-2020, la Commission a reçu 31 demandes d'autorisation de recevoir communication de renseignements personnels ainsi que 53 demandes visant à modifier ou à prolonger le délai de détention des renseignements personnels déjà communiqués.

Aussi, au cours de l'année 2019-2020, la Commission a traité 94 demandes d'autorisation de recevoir communication de renseignements personnels à fins d'étude, de recherche ou de statistique. De ce nombre, 34 étaient des nouvelles demandes, 38 étaient des demandes de prolongation, 12 étaient des demandes de modification et 10 étaient des demandes de modification et de prolongation.

Ces demandes portaient sur des renseignements dans les domaines suivants :

- Santé et services sociaux : 74;
- Justice : 8;
- Éducation : 5;
- Sciences humaines et sociales : 2;
- Emploi : 2;
- Immigration : 1;
- Technologie : 1;
- Agriculture et pêche : 1.

**P-19.** Nombre de vérifications effectuées pour 2019-2020 :  
(Question P-8 du troisième groupe d'opposition)

- a) à la suite d'une plainte;
- b) de sa propre initiative.

Indiquer, pour chaque vérification :

- i. l'objet de la vérification;
  - ii. le résultat de la vérification;
  - iii. les suites données.
- 

9 dossiers d'inspection ont été complétés en 2019-2020.

- Deux de ces inspections visaient à s'assurer du respect de la Loi sur le secteur privé par une entreprise qui utilisait le nom et le logo de la Commission sur son site Internet. L'entreprise a modifié sa pratique et a cessé d'utiliser le nom et le logo de la Commission sur son site Internet.
- Une de ces inspections visait la vérification, au sein d'une entreprise, des mesures propres à assurer la confidentialité des renseignements personnels des clients reçus en personne. L'entreprise a procédé à des changements afin d'offrir une meilleure protection des renseignements transmis verbalement par sa clientèle.
- Deux de ces inspections visaient à vérifier la véracité d'une dénonciation concernant l'installation et l'utilisation d'un système de banque de données biométrique dans une entreprise. Dans les deux cas, l'entreprise a cessé l'utilisation d'un système biométrique.
- Une de ces inspections visait à vérifier les méthodes de conservation et de disposition des documents détenus par une entreprise, après que des boîtes contenant des factures non déchetées aient été retrouvées abandonnées à l'extérieur.
- Une de ces inspections visait à vérifier les pratiques d'un organisme public en matière de collecte, d'utilisation, de communication, de conservation et de destruction de renseignements personnels, recueillis au moyen d'un système de vidéosurveillance. L'organisme s'était engagé à adopter une politique en matière d'utilisation de la vidéosurveillance.
- Une de ces inspections visait la vérification du respect de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, par les établissements de santé du Québec alimentant le Registre canadien des insuffisances et des transplantations d'organes (RCITO) en ce qui a trait aux assises légales leur permettant de communiquer les renseignements personnels à l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS).
- Une de ces inspections visait à faire le suivi des ordonnances émises en 2006 par la Commission d'accès concernant le système de cartes à puce de la Société de transport de l'Outaouais (STO).

**P-20.** Nombre d'enquêtes effectuées pour 2019-2020 :

- a) à la suite d'une plainte ;
- b) de sa propre initiative.

Indiquer, pour chaque enquête :

- i. l'objet de l'enquête;
  - ii. le résultat de l'enquête ;
  - iii. les corrections apportées, le cas échéant, par la personne fautive.
- 

Les données concernant le traitement des enquêtes par la Commission se retrouvent à la réponse fournie à la question P-12 f).

**P-21.** Coûts de chacune des enquêtes et personnel affecté à celles-ci.

---

Le coût par enquête n'est pas une information dont dispose la Commission. Le coût des ressources associées aux enquêtes, inspections et demandes d'avis sont de 828 700 \$. L'équivalent de 9,2 ressources collabore à la réalisation de ces mandats.

**P-22.** Nombre de plaintes reçues en matière de protection des renseignements personnels et description sommaire de celles-ci.

---

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2019 et le 31 mars 2020, la Commission a reçu 238 plaintes et a ouvert 4 enquêtes à son initiative.

Le détail des plaintes traitées se retrouve à la question P-12 f).

**P-23.** Liste des divulgations proactives concernant un incident de sécurité impliquant des renseignements personnels.

---

La Commission a reçu 44 déclarations volontaires d'incident de sécurité impliquant des renseignements personnels, 34 dans le secteur privé et 10 dans le secteur public. Les causes expliquant les incidents se répartissent comme suit :

- 25 concernent des intrusions externes;
- 8 concernent des erreurs humaines;
- 6 concernent la perte ou le vol de renseignements;
- 5 concernant des intrusions internes;

**P-24.** Liste des divulgations des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques.

---

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2019 et le 31 mars 2020, la Commission a reçu 23 divulgations de banques de caractéristiques ou de mesures biométriques.

1020679 : Vantage Data Centers Canada, L. P.  
1020800 : Nu-B inc.  
1020859 : Martin Dessert inc.  
1020860 : Équipements récréatifs Jambette inc.  
1021185 : Solutions Supérieures ltée  
1021247 : ArcelorMittal Exploitation Minière Canada s.e.n.c.  
1021451 : Éco-Cuisine Design inc.  
1021602 : Garant GP  
1021612 : Comptoir St-Denis inc.  
1021948 : Les Intérieurs Mobilia inc.  
1022180 : Groupe NordFab inc.  
1022243 : Corp. de produits alimentaires Smucker du Canada  
1022268 : Extrudex Aluminium (Québec) Limitée  
1022516 : Maison des Futailles, s.e.c.  
1022568 : Boulangerie Canada Bread, Limitée  
1022578 : Lallemand Solutions Santé inc.  
1022696 : Frances Délices inc.  
1022851 : Société Via Environnement  
1022881 : Sheertex inc.  
1023093 : Robover inc.  
1023205 : Emballages Altium Canada inc.  
1023279: 9382-9000 Québec inc.  
1023314: Produits de services publics Innova inc.



**P-25.** Liste des ordonnances rendues en vertu du deuxième et troisième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.

---

La Commission a rendu une décision en vertu des deuxième et troisième alinéas de l'article 45 de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.

**P-26.** Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI concernant l'encadrement des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

---

Comme mentionné en réponse à la question P-25, la Commission a rendu une ordonnance dans un dossier concernant une banque de caractéristiques ou de mesures biométriques.

De nombreuses informations au sujet des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques sont disponibles sur le site Internet de la Commission, au [www.cai.gouv.qc.ca/biometrie/](http://www.cai.gouv.qc.ca/biometrie/). Des informations additionnelles seront ajoutées sous peu.

**P-27.** Indiquer le nombre de demandes de révision déposées en 2019-2020 à la CAI, en ventilant par ministère, organisme ou municipalité.  
(Question P-9 du troisième groupe d'opposition)

<b>Ministères, organismes et municipalités</b>	<b>Nombre de Demandes</b>
Acton Vale (Ville) .....	2
Adstock .....	1
Affaires municipales et Habitation .....	2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	8
APTS .....	1
Armagh .....	2
Assemblée nationale.....	3
Aumond (Canton).....	1
Autorité des marchés financiers .....	3
Autorité des marchés publics .....	4
Autorité régionale de transport métropolitain .....	3
Barreau du Québec (Bureau du Syndic).....	12
Barreau du Québec.....	4
Bastican .....	1
Beaconsfield (Ville) .....	1
Beaulac-Garthby .....	1
Bécancour (Ville).....	1
Bibliothèque et Archives nationales du Québec .....	4
Blainville (Ville).....	6
Blue Sea .....	1
Boisbriand (Ville).....	2
Boucherville (Ville) .....	2
Brossard (Ville) .....	3
Brownsburg-Chatham (Ville) .....	1
Bureau de la Sécurité privée .....	1
Bureau des enquêtes indépendantes.....	4
Bureau du coroner .....	3
Bury .....	6
Cacouna .....	1
Cantley.....	3
CDP (Caisse de dépôt et placement du Québec) .....	5
CDP (CDPQ Infra inc.) .....	1
Cégep Beauce-Appalaches.....	1
Cégep de Baie-Comeau.....	2
Cégep de Rimouski.....	1
Cégep de Sherbrooke .....	1
Cégep Limoilou .....	1
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu.....	1
Centre de communication santé des Capitales .....	1
Centre de santé Tulattavik de l'Ungava.....	1
Centre de services scolaire des Affluents.....	2
Centre de services scolaire des Appalaches.....	1
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord .....	2
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James .....	1
Centre universitaire de santé McGill.....	20
Chambly (Ville).....	4
Chambre des huissiers de justice du Québec .....	1
Chambre des notaires du Québec.....	1

Châteauguay (Ville).....	5
Chelsea.....	3
CHU de Québec - Université Laval .....	3
CHU Ste-Justine .....	7
CHUM .....	9
CISSS de Chaudière-Appalaches .....	8
CISSS de la Gaspésie .....	6
CISSS de la Montérégie-Centre.....	5
CISSS de la Montérégie-Est .....	10
CISSS de la Montérégie-Ouest .....	22
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue.....	6
CISSS de Lanaudière .....	11
CISSS de Laval.....	5
CISSS de l'Outaouais.....	11
CISSS des Laurentides .....	16
CISSS du Bas-St-Laurent .....	5
CIUSSS de la Capitale-Nationale.....	12
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec.....	13
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal.....	9
CIUSSS de l'Estrie – CHUS .....	8
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal .....	12
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal .....	5
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal .....	17
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal .....	5
CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean .....	9
Clinique médicale des Roitelets .....	1
CNESST .....	29
Collège de Rosemont.....	1
Collège de Valleyfield.....	2
Collège de Valleyfield.....	10
Collège François-Xavier-Garneau .....	3
Collège John Abbott.....	1
Collège Merici .....	1
Collège Montmorency .....	1
Comité de déontologie policière .....	1
Comité paritaire et conjoint de la Sûreté du Québec .....	1
Commissaire à la déontologie policière .....	4
Commissaire à la lutte contre la corruption .....	4
Commission d'accès à l'information .....	8
Commission de la construction du Québec .....	3
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ).....	6
Commission des transports du Québec.....	1
Commission protection du territoire agricole du Québec .....	3
Commission scolaire crie .....	1
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup .....	6
Commission scolaire De La Jonquière .....	1
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île .....	2
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord.....	1
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands .....	3
Commission scolaire de Laval.....	2
Commission scolaire de Montréal .....	6
Commission scolaire des Appalaches .....	2
Commission scolaire des Chics-Chocs .....	1
Commission scolaire des Découvreurs .....	1

Commission scolaire des Draveurs .....	1
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries .....	4
Commission scolaire des Hautes-Rivières .....	1
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais .....	1
Commission scolaire des Hauts-Cantons .....	1
Commission scolaire des Laurentides .....	1
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais .....	4
Commission scolaire des Premières-Seigneuries .....	3
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay .....	2
Commission scolaire des Samares .....	1
Commission scolaire des Trois-Lacs .....	1
Commission scolaire du Chemin-du-Roy .....	1
Commission scolaire du Lac-Abitibi.....	1
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue .....	1
Commission scolaire du Val-des-Cerfs.....	1
Commission scolaire English-Montréal.....	1
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys .....	2
Commission scolaire Marie-Victorin .....	2
Commission scolaire René-Lévesque .....	1
Commission scolaire Riverside .....	1
Conseil de la justice administrative .....	1
Conseil de la Nation Atikamekw.....	1
Conseil du patrimoine culturel du Québec (CPCQ) .....	1
Conseil exécutif.....	4
Corporation de développement économique Ekuanitshinnuat.....	1
Côte-St-Luc (Ville).....	1
CSSS – Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke .....	3
Culture et Communications .....	2
Curateur public .....	3
Déchets de la Lièvre .....	1
Déléage .....	4
Deux-Montagnes (Ville).....	2
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques .....	28
Directeur des poursuites criminelles et pénales .....	14
Dixville .....	1
Dolbeau-Mistassini (Ville).....	1
Drummondville (Ville) .....	4
Eastman.....	1
École de technologie supérieure .....	3
École des hautes études commerciales .....	2
École nationale de police du Québec .....	1
Économie, Science et Innovation .....	2
Éducation et Enseignement supérieur.....	20
Énergie et Ressources naturelles.....	25
Famille .....	6
Fassett.....	2
Finances .....	2
Forêts, Faune et Parc .....	11
Gatineau (Service de police) .....	7
Gatineau (Ville) .....	12
Golf Dorval.....	1
Granby (Ville).....	4
Groupe d'approvisionnement en commun de l'Est du Québec .....	2

Groupe d'approvisionnement en commun de l'Ouest du Québec.....	2
Hampstead (Ville) .....	2
Ham-Sud.....	1
Harrington (Canton) .....	2
Havre-St-Pierre .....	1
Héma-Québec.....	1
Hemmingford (Canton).....	1
Hôpital général de Montréal .....	1
Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis .....	4
Hôpital Santa-Cabrini .....	1
Hudson (Ville) .....	6
Hydro-Québec.....	28
Immigration, de la Francisation et de l'Intégration .....	12
Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI) .....	2
Institut Philippe-Pinel de Montréal .....	2
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie du Québec .....	1
Investissement Québec.....	2
Justice.....	6
Kiamika .....	1
Kirkland (Ville).....	1
La Garantie de construction résidentielle (GCR) .....	1
La Malbaie (Ville) .....	1
La Martre .....	1
La Minerve .....	2
La Pêche.....	1
La Prairie (Ville) .....	2
Labelle .....	1
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale .....	1
Lac-Beauport .....	3
Lac-Bouchette (Municipalité) .....	1
Lac-des-Plages .....	1
Lac-Supérieur .....	1
Lamarche.....	2
L'Ancienne-Lorette (Ville) .....	1
L'Ascension.....	1
L'Association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais .....	1
L'Assomption (Ville) .....	3
Laval (Ville) - Service de police/incendie .....	16
Laval (Ville) .....	13
Lebel-sur-Quévillon (Ville) .....	1
Lery (Ville).....	2
Les Cèdres .....	1
Lévis (Service de police) .....	1
Lévis (Ville) .....	2
L'Islet .....	1
Longueuil (Ville) .....	15
Loto-Québec .....	3
Louiseville (Ville) .....	1
Magog (Ville).....	4
Malartic (Ville) .....	1
Mandeville.....	1
Mascouche (Ville) .....	20
Mercier (Ville).....	4
Mercier Leduc .....	1

Mirabel .....	2
Montréal (Ville) .....	179
Montréal-Ouest (Ville) .....	1
Mont-St-Hilaire (Ville) .....	1
Mont-Tremblant (Ville) .....	1
MRC Antoine-Labelle .....	1
MRC Argenteuil .....	1
MRC Bellechasse .....	2
MRC Charlevoix-Est .....	1
MRC D'Autray .....	1
MRC des Collines-de-l'Outaouais (Police) .....	1
MRC des Collines-de-l'Outaouais .....	1
MRC des Laurentides .....	2
MRC Kamouraska .....	1
MRC Lac-St-Jean-Est .....	1
MRC les Jardins-de-Napierville .....	2
MRC de L'Île-d'Orléans .....	1
Murdochville (Ville) .....	1
Musée de la civilisation .....	1
Nicolet (Ville) .....	1
Nominingue .....	2
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland (Paroisse) .....	1
Notre-Dame-de-la-Paix .....	2
Office de la protection du consommateur (OPC) .....	2
Office d'habitation de l'Outaouais .....	1
Office québécois de la langue française .....	1
OMH Longueuil .....	1
OMH Montréal .....	3
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec .....	2
Ordre des dentistes du Québec .....	1
Ordre des évaluateurs agréés du Québec .....	1
Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec .....	1
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec .....	2
Ordre des ingénieurs du Québec .....	1
Ordre des optométristes du Québec .....	1
Ordre des pharmaciens du Québec .....	1
Ordre des psychologues du Québec .....	3
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec .....	1
Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier .....	3
Otterburn Park (Ville) .....	1
Petite-Rivière-Saint-François .....	1
Petit-Saguenay .....	1
Pincourt (Ville) .....	2
Plaisance (Municipalité) .....	1
Pohénégamook (Ville) .....	1
Pointe-Claire (Ville) .....	5
Pointe-Fortune (Village) .....	1
Police Richelieu-St-Laurent .....	2
Police Roussillon .....	3
Police Thérèse-De Blainville .....	4
Pontiac .....	3
Potton (Canton) .....	1
Protecteur du citoyen .....	7

Québec (SPVQ) .....	11
Québec (Ville) .....	15
Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) .....	10
Régie des installations olympiques .....	2
Régie du bâtiment du Québec.....	4
Régie du logement.....	5
Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu .....	1
Relations internationales et de la Francophonie .....	1
Repentigny (Ville).....	2
Réseau de transport de La Capitale.....	3
Réseau de transport métropolitain (Exo) .....	1
Retraite Québec.....	4
Revenu Québec .....	28
Rigaud (Ville) .....	1
Rimouski (Ville) .....	1
Ripon .....	1
Rivière-Rouge (Ville) .....	1
Rosemère (Ville) .....	1
Rouyn-Noranda (Ville).....	1
Saguenay (Ville).....	12
Santé et Services sociaux .....	13
Scott .....	1
Secrétariat du Conseil du trésor .....	1
Sécurité publique (Sûreté du Québec) .....	160
Sécurité publique .....	47
Service de police de l'agglomération de Longueuil .....	2
Shawinigan (Ville) .....	5
Sherbrooke (Ville) .....	8
SigmaSanté .....	1
Société de développement commercial centre-ville Saint-Hyacinthe .....	1
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) .....	33
Société de transport de Laval.....	1
Société de transport de Montréal .....	21
Société de transport de Sherbrooke.....	1
Société de transport du Saguenay .....	2
Société des alcools du Québec (SAQ) .....	5
Société des traversiers du Québec .....	1
Société d'habitation et de développement Montréal .....	27
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour .....	1
Société du parc Jean-Drapeau.....	1
Société québécoise des infrastructures.....	2
Société québécoise d'information juridique .....	3
Société québécoise du cannabis (SQDC) .....	1
Sorel-Tracy (Ville) .....	1
St-Adolphe-d'Howard .....	3
St-Ambroise .....	1
St-André.....	1
Stanstead (Canton) .....	4
St-Aubert.....	1
St-Bruno-de-Montarville (Ville) .....	3
St-Charles-Borromée .....	2
St-Charles-de-Bellechasse.....	2
St-Charles-de-Bourget .....	1
St-Charles-sur-Richelieu .....	1



St-Constant (Ville) .....	1
St-Donat .....	1
Ste-Adèle (Ville) .....	2
Ste-Agathe-des-Monts (Ville) .....	2
Ste-Angèle-de-Mérici .....	1
Ste-Anne-de-Bellevue (Ville) .....	1
Ste-Anne-des-Lacs (Paroisse) .....	2
Ste-Béatrix .....	1
Ste-Brigitte-de-Laval .....	1
Ste-Clotilde .....	1
Ste-Geneviève-de-Berthier.....	1
Ste-Julie (Ville) .....	1
St-Élie-de-Caxton.....	3
Ste-Marthe-sur-le-Lac (Ville) .....	1
Ste-Rose-de-Watford .....	2
Ste-Sophie .....	1
St-Eustache (Service de police) .....	2
St-Eustache (Ville) .....	2
St-Faustin-Lac-Carré.....	1
St-Félicien (Ville) .....	1
St-Félix-d'Otis .....	1
St-Fulgence.....	1
St-Gedeon .....	1
St-Hyacinthe (Ville) .....	3
St-Jean-sur-Richelieu (Service de police) .....	2
St-Jean-sur-Richelieu.....	3
St-Jérôme (Ville) .....	6
St-Louis-de-Blandford .....	1
St-Lucien.....	2
St-Majorique-de-Grantham (Paroisse).....	2
St-Michel .....	2
St-Michel-de-Bellechasse.....	17
St-Michel-des-Saints .....	1
St-Paul-d'Abbotsford .....	1
St-Placide .....	1
St-Raphaël .....	2
St-Sauveur (Ville).....	2
St-Severin (Paroisse) .....	1
St-Simon .....	1
Sts-Martyrs-Canadiens (Paroisse) .....	3
St-Stanislas.....	1
St-Tite (Ville) .....	1
St-Urbain-Premier (Ville) .....	3
Sutton (Ville) .....	5
Terrasse-Vaudreuil.....	2
Terrebonne (Ville) - Service de police .....	2
Terrebonne (Ville) .....	4
Thetford Mines (Ville) .....	2
Trans Union du Canada inc.....	1
Transports.....	12
Travail, Emploi et Solidarité sociale.....	17
Tribunal administratif du Québec.....	2
Tribunal administratif du travail (TAT).....	1
Trois-Rivières (Ville) .....	19

Université Concordia ..... 4

Université de Montréal ..... 5

Université de Sherbrooke..... 1

Université du Québec à Chicoutimi ..... 1

Université du Québec à Trois-Rivières ..... 1

Université du Québec en Outaouais..... 3

Université Laval – Bureau du secrétaire général ..... 3

Université McGill ..... 5

Upton ..... 2

Val-David (Village) ..... 1

Val-des-Monts..... 6

Varennnes (Ville) ..... 1

Vaudreuil-Dorion (Ville) ..... 1

Vérificateur général du Québec..... 1

Victoriaville (Ville)..... 1

Vigi Santé Ltée..... 1

Westmount (Ville)..... 3

**P-28.** Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 par la CAI pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).  
(Question P-10 du troisième groupe d'opposition)

---

Masse salariale consacrée aux ressources informationnelles .....	212 504 \$
Achat de logiciels (incluant frais de support) .....	21 500 \$
Achat d'équipement .....	59 000 \$
Services internes (CSPQ, CLP et MSP) .....	145 300 \$
Services externes .....	69 300 \$
TOTAL .....	507 604 \$

**P-29.** Liste des frais exigés au demandeur en 2019-2020 pour la transmission de données électroniques pour chacun des ministères ou organismes gouvernementaux à la suite d'une demande d'accès, en ventilant par ministère ou organisme.

---

La Commission ne détient pas cette information.

**P-30.** Indiquer les sommes dépensées pour 2019-2020 et chacune des 3 années précédentes par la CAI pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.  
(Question P-11 du troisième groupe d'opposition)

---

2019-2020 : .....59 801 \$  
2018-2019 : .....97 907 \$  
2017-2018 : .....80 291 \$  
2016-2017 : .....0 \$

**P-31.** Copie des avis finaux, pour l'année 2019-2020, que la CAI transmet à un ministère ou à un organisme gouvernemental visé au premier alinéa de l'article 3, ainsi que des règles, rapports, prescriptions et ordonnances découlant de ses fonctions de surveillance.  
(Question P-6 du troisième groupe d'opposition)

---

La liste des avis rendus est mentionnée en réponse à la question P-14.

Les ordonnances rendues au terme des enquêtes sont mentionnées en réponse à la question P-12 f).